



Informations du Guatemala

5^e année. / N°226

du 26 juin au 2 juillet 1987

POLITIQUE

Les nominations causent un malaise dans l'armée
Un nouveau chef d'état-major
Des dirigeants de la Contra rendent visite à Cerezo
Répression contre le GAM
Des syndicalistes enlevés
Le nombre des victimes des fumigations augmente
La marginalisation de l'éducation
Le projet de loi sur l'adoption des mineurs est bloqué
Recrutement forcé dans l'Altiplano
Un ambassadeur nommé au Nicaragua

ECONOMIE

Chute des cours du café

INSURRECTION

L'URNG attaque un détachement militaire à Solola

MOUVEMENT POPULAIRE

Manifestation des enseignants

DROITS DE L'HOMME

Des agriculteurs meurent au cours de perquisitions
Des disparus retrouvés dans un cimetière clandestin

REFUGIES

Les réfugiés posent les conditions de leur retour
Les rapatriés vivent dans des conditions critiques

4° P. 12315

POLITIQUE

LES NOMINATIONS CAUSENT UN MALAISE DANS L'ARMEE

Les nominations de quatre officiers au grade de général, nominations prononcées le 30 juin, ont provoqué le mécontentement dans certains secteurs de l'armée. Un communiqué militaire du 24 juin nous apprend la mise à pied du lieutenant-colonel Cesar Najera Avendado et du major Gustavo Adolfo Diaz. Cinq autres officiers seraient sur le point de connaître le même sort.

Selon le communiqué, les officiers en question auraient manifesté à plusieurs reprises leur désaccord avec les dispositions prises par le haut commandement, et essayé de porter atteinte au moral des autres officiers. Ces officiers représenteraient au moins 36 de leurs pairs, mécontents des désignations effectuées par le ministère de la Défense.

Dans une page publiée le 24 juin par le journal "La Hora", un groupe se présentant comme les "officiers unis" rend Hector Gramajo, le ministre de la Défense, responsable de leur mise à pied, car ils sont "des patriotes qui aiment leur institution".

Le 1er juillet, on a appris que le colonel Byron Disrael Lima avait été transféré de la brigade militaire de Poptun, dans le Peten -base du corps d'élite des kaibiles- à la zone militaire de Chiquimula.

Le général Julio Cesar Ruano Herrera, ex-commandant de la base des parachutistes de San José, a été nommé à sa place.

UN NOUVEAU CHEF D'ETAT MAJOR

Le général Manuel Antonio Callejas y Callejas, jusqu'alors commandant du quartier général des forces armées de la capitale, assumera la charge de chef de l'état major. Il remplace à ce poste le général Cesar Augusto Caceres Rojas, qui prend sa retraite après 30 années de service.

Callejas y Callejas s'est surtout illustré dans les tâches du renseignement militaire ; il a assumé la direction régionale des Télécommunications de l'armée de 1978 à 1982.

Caceres Rojas quant à lui est le principal responsable de l'appui du Guatemala au trafic illégal d'armes destinées à la contre-révolution nicaraguayenne. Ces faits ont été dénoncés dans plusieurs rapports présentés depuis le mois de février dernier par la presse des Etats-Unis et par l'ex-conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis, Robert Mac Farlane, au cours de sa comparution devant la commission législative d'enquête sur le scandale de l'Iranguete.

DES DIRIGEANTS DE LA CONTRA RENDENT VISITE A CEREZO

Au cours d'une conférence de presse donnée le 25 juin dans un luxueux hôtel de la capitale guatémaltèque, les dirigeants de la contre-révolution au Nicaragua, Adolfo Calera, Pedro Joaquin Chamorro, Azucena Ferrey, Alfredo Cesar et Aristide Sanchez, membres de la "Résistance

Nicaraguayenne" (RN), ont estimé que le plan Arias devait "être modifié, afin d'établir des normes pratiques qui aboutissent à une véritable démocratie, à la liberté absolue et à la paix" en Amérique centrale.

Selon Alfredo Cesar, la RN lutte précisément "pour une démocratie et plaide pour une vraie paix dans la région". Au cours d'une entrevue avec le président Cerezo et le ministre des Affaires étrangères, Mario Quinonez, le président du Guatemala a félicité les membres de la délégation.

Par ailleurs, Adolfo Calero, chef de la Force Démocratique Nicaraguayenne (FDN), a déclaré que la position de neutralité active défendue par le gouvernement guatémaltèque "se réfère à une situation militaire et constitue un fait idéologique".

REPRESSION CONTRE LE GAM

Des unités des forces de sécurité du gouvernement, habillées en civil, ont lancé des bombes et des gaz lacrimogènes contre des membres du GAM, groupe d'appui mutuel aux familles et aux proches des disparus. Le GAM s'était réuni le 30 juin sur le boulevard de la Libération de la capitale, en face de l'holorge Flores pour exiger, en une manifestation pacifique, la réapparition en vie des disparus.

Un autre groupe du GAM, où figurait la présidente Nineth de Garcia, a été agressé à coup de lacrimogènes par des éléments des forces de l'ordre. Plusieurs personnes, en majorité des femmes et des enfants, ont été intoxiquées.

Des tanks légers ont été mobilisés en plusieurs points de la capitale, dans le but d'intimider les membres du GAM. De plus un camion regroupant des éléments de la Brigade d'enquêtes spéciales et des narcotiques (BIEN, police politique), a suivi l'autobus dans lequel les membres du groupe humanitaire se dirigeaient vers le Palais national pour y conclure la manifestation.

DES SYNDICALISTES ENLEVES

Georgina Yolanda Figueroa, 42 ans, secrétaire du Syndicat de la Direction générale des Douanes, dépendant du ministère des Finances, a été enlevée dans la nuit du 25 juin dans le centre de la capitale. Elle a été libérée 18 heures après. Son état physique et nerveux a rendu une hospitalisation nécessaire.

Selon Julio Celso de Leon Flores, secrétaire général de la Coordination des travailleurs du Guatemala (démocrate-chrétienne), cet enlèvement est imputable à la Direction des Douanes et à son service du personnel, dans le cadre d'une action "d'intimidation, qui prétend freiner le développement du syndicalisme indépendant".

Manuel Ezequiel Almada et Edgar Lopez, syndicalistes dans l'entreprise de textile "LUNAFIL", ont été arrêtés le 21 juin par trois agents de la BIEN (police politique). Ils ont été maintenus prisonniers illégalement durant plusieurs heures avant d'être remis à la police. Ils ont été libérés le jour suivant.

Les travailleurs de l'entreprise "LUNAFIL" sont en grève depuis le 8 juin ; ils ont présenté une pétition exigeant une augmentation de salaire et des primes. Au moment de leur enlèvement, les deux représentants syndicaux distribuaient des tracts pour informer la population de leur action et des motifs de leurs revendications.

LE NOMBRE DES VICTIMES DES FUMIGATIONS AUGMENTE

Selon la presse locale du 29 juin, douze personnes, dont l'ex-maire de Poptun, el Peten, souffrent d'intoxication par des résidus de glyphosphate, substance chimique déversée sur de vastes étendues du département par les avions de la Drug enforcement agency (DEA), du gouvernement des Etats-Unis. Cette action, demandée par le gouvernement guatémaltèque, est censée détruire des plants de marijuana et de pavot.

Les personnes intoxiquées présentent des ulcères de la bouche et des voies respiratoires, pour avoir bu de l'eau contaminée.

LA MARGINALISATION DE L'EDUCATION

Le 26 juin, Adolfo Corroxon, président de l'Association des responsables de l'enseignement bilingue, a déclaré que les modalités éducatives impulsées par le gouvernement du président Cerezo ne correspondaient pas aux nécessités de la population indigène, majoritaire dans le pays.

La régionalisation proposée par le ministère de l'Education ne tient pas compte des professeurs bilingues déjà en poste et, de ce fait, les marginalise, alors qu'ils ont plusieurs années d'expérience dans cette matière.

LE PROJET DE LOI SUR L'ADOPTION DES MINEURS EST BLOQUE

Le 26 juin, le député Mario Taracena a déclaré qu'un groupe de personnes se consacrant au commerce d'enfants guatémaltèques prétendaient bloquer l'avant-projet de loi qui vise à mettre un fin à ce commerce lucratif.

Juan José Rodil, ministre de l'Intérieur, aurait ignoré les démarches effectuées auprès de son ministère par la commission du Congrès chargée de la rédaction du projet. Selon Taracena, le ministre prétend en outre créer une commission parallèle sur le même projet.

En mars dernier était divulgué l'existence de plusieurs maisons d'accueil pour enfants de 2 mois à 11 ans soupçonnées d'être le centre de vente des enfants. Les "acheteurs" seraient des Etats-Unis ou d'Europe et les prix attendraient 10 mille dollars. Aura Gama de Rosa, la soeur de l'ex-chef de l'Etat, le général Mejia Victores, serait impliquée dans ce trafic.

RECRUTEMENT FORCE DANS L'ALTIPLANO

Jorge Luis Archila, député, a dénoncé le 29 juin le recrutement forcé de mineurs auquel se livrent les militaires dans les départements du Quiché et de Totonicapan (nord du pays).

Archila, président de la Commission des droits de l'homme du Congrès, affirme avoir dû intercéder personnellement sur un cas, pour rectifier ce qu'il appelle des "anomalies", dénoncées par des habitants de Santa Lucia La Reforma, Totonicapan.

UN AMBASSADEUR NOMME AU NICARAGUA

On a appris de source officielle le 25 juin la nomination par le président Vinicio Cerezo de Raul Gonzalez Garza, journaliste, au poste d'ambassadeur au Nicaragua.

Selon Mario Quinonez, ministre des Affaires étrangères, l'ambassadeur a reçu l'agrément du gouvernement nicaraguayen ; on ne connaît pas la date de son entrée en fonction.

ECONOMIE

CHUTE DES COURS DU CAFE

Lizardo Sosa, ministre de l'économie, a fait savoir le 25 juin que le gouvernement guatémaltèque avait sous-estimé l'ampleur de la chute du cours international du café ; des solutions urgentes sont donc nécessaires pour faire face au déficit fiscal attendu cette année. L'unification du cours des changes figure parmi les solutions envisagées. Il était prévu qu'elle entre en vigueur dans le courant du second semestre 1987.

De source officielle, on estime à 400 millions de dollars la perte entraînée par la chute des cours du café.

INSURRECTION

L'URNG ATTAQUE UN DETACHEMENT MILITAIRE A SOLOLA

Dans un communiqué diffusé le 28 juin, l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) informe de la destruction d'une canonnière et d'un détachement militaire situé dans le département de Solola, au cours de deux attaques les 24 et 25 juin. L'embarcadère et le poste de combat de l'armée sont situés dans la municipalité de Santiago Atitlan, sur la rive méridionale du lac Atitlan.

MOUVEMENT POPULAIRE

MANIFESTATION DES ENSEIGNANTS

Le 25 juin, jour de l'enseignant, 10 mille membres de la profession ont manifesté dans le centre de la capitale ; ils étaient vêtus de noir en signe de rejet de l'attitude gouvernementale, qui a ignoré jusqu'à présent les pétitions des travailleurs de l'éducation. Selon les dirigeants des différentes associations d'enseignants, "nous nous trouvons face à un gouvernement qui mène une politique de corruption, de concertation pour diviser, de dialogue qui ne débouche sur aucun accord bénéfique au peuple" ; ils ont également manifesté leur opposition aux attitudes répressives du gouvernement.

DROITS DE L'HOMME

DES AGRICULTEURS MEURENT AU COURS DE PERQUISITIONS

Les agriculteurs Jorge Alberto Arreola Ortega, 23 ans, et Julio Calel y Calel, 32 ans, sont morts assassinés par balle ; des inconnus armés ont effectué une perquisition forcée et illégale à leur domicile, dans la municipalité de Atescatempa, département de Jutiapa. D'autre part, Maria Hortensia Razuleu de Guerra, 70 ans, a été gravement blessée par des inconnus au cours d'une perquisition à son domicile de la capitale ; son employée domestique, connue seulement sous le prénom de Carmen, a été enlevée ; on est sans nouvelles d'elle.

DES DISPARUS RETROUVES DANS UN CIMETIERE CLANDESTIN

La presse du 25 juin signale la découverte des restes des corps de 6 personnes de la même famille, enlevées en 1981 par l'armée. Les corps ont été retrouvés dans une fosse commune du domaine de Concepcion, annexe de celui de San Sebastian, municipalité de San Miguel Duenas, dans le département de Sacatepequez.

Les documents, photographies et les dents des victimes ont rendu possible l'identification. Domingo Machan Reyes, ses enfants José Leandro, Catalino José pilar et José Emilio, ainsi que son neveu Gilberto avaient été enlevés le 28 août 1981 par des effectifs militaires et assassinés la même nuit. Julio Cesar Machan -13 ans au moment des faits- avait pu signaler leur disparition. Un chasseur avait été témoin oculaire de l'enterrement clandestin.

REFUGIES

LES REFUGIES POSENT LES CONDITIONS DE LEUR RETOUR

Les Guatémaltèques réfugiés dans les camps de Los Lirios et Kichumatan, dans l'état mexicain de Quintana Roo, ont fait parvenir le 28 juin un mémoire au président Vinicio Cerezo.

Ils y posent les conditions de leur retour, après avoir signalé que qu'ils ont fui leur pays en raison de la politique de terre brûlée pratiquée par l'armée guatémaltèque ces dernières années. Les réfugiés soulignent leur intention de retourner sur leurs terres, et non dans des pôles de développement ou dans des villages modèles, où on les oblige à intégrer des patrouilles civiles contrôlées par l'armée. Ils expriment leur désir de revenir dans leur pays, "mais dans un climat de tranquillité et de confiance, sans menaces de la part des militaires, commandants et soldats qui ont violé nos femmes et nos filles".

Enfin, les réfugiés demandent la création d'une commission chargée de constater les conditions faites aux exilés de retour. Ils demandent que la commission soit en contact avec les secteurs démocratiques du pays, et non avec les militaires.

LES RAPATRIÉS VIVENT DANS DES CONDITIONS CRITIQUES

La joie manifestée par les réfugiés immédiatement après leur retour de Mexico, se transforme peu à peu en un état de frustration et de pénurie ; le gouvernement de Vicicio Cerezo n'a pas tenu les promesses faites. Cette constatation a été faite le 28 juin par les députés Fermin Gomez et Andres Coyote, membres de la commission des communautés indigènes du Congrès de la république après avoir visité les pôles de développement du nord-ouest du pays.

Les députés se sont rendus à Nenton, Ojo de Agua, La Union et Chacaj, dans les départements du Huehuetenango et du Quiché, où les paysans n'ont reçu ni les aides alimentaires et médicales promises, ni les crédits et avances pour les récoltes.

Selon Gomez, dans certains endroits, des paysans donnent l'impression "d'avoir été sélectionnés pour répondre aux questions des visiteurs", alors qu'en d'autres lieux les gens "parlent sans censure et révèlent des choses dures".